Ministère des Affaires Economiques et du Développement
Ministère de l'Education Nationale
Ministère de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et des Technologies de l'Information et de la Communication
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille
Ministère des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Originel
Ministère des finances

Objectifs de la politique éducative à l'horizon 2020 :

Cadrage macro financier 2016 – 2018 dans le cadre du PNDSE II

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Institut international de planification de l'éducation

Pôle de Dakar
ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION

16 octobre 2015

Processus

Mise à jour du 4ème diagnostic sectoriel de type RESEN

Evaluer les progrès réalisés jusqu'en 2014 par la mise en œuvre du PNDSE II (2011-2020) et évaluer les forces et faiblesses du système éducatif en vue d'améliorer son efficacité et son efficience

Cadrage macro financier de la politique éducative pour la période 2016-2020

Estimer les ressources et les dépenses pour l'éducation tout en tenant compte de la situation actuelle du système (diagnostic) et de la stratégie développée dans le PNDSE II

Plan d'actions pluriannuel triennal 2016-2018

Actions nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie du PNDSE II et actions déjà financées tout en tenant compte des nouvelles perspectives quantitatives

Méthode pour le cadrage macro financier

Diagnostic : données quantitatives (scolarisations, encadrement, coûts unitaires, etc.)

Modèle de simulation financière de l'éducation :

- données réelles pour l'année de base (2014)
- Objectifs quantitatifs sur paramètres de politique éducative 2016 – 2020
- Simulation des dépenses pour chaque sous-secteur

Scénario de politique éducative crédible pour la période 2016 – 2020 :

Faisabilité physico-financière de la politique en lien avec la stratégie du PNDSE II

Focus sur la période du plan d'actions 2016-2018

Les services rencontrés

Enseignement Fondamental

Enseignement Secondaire Général

Promotion des Sciences

Institut Pédagogique National

Enseignement spécial

Zones d'Education Prioritaires

Hygiène et Nutrition Scolaire

Enseignement Privé

Direction des examens

Inspection Administrative et de Gestion

Inspection générale

Direction des ressources humaines

Préscolaire

Alphabétisation et Enseignement Originel

Formation Technique et Professionnelle

Enseignement Supérieur

Ministère des Affaires Economiques et du Développement - DPEF

Ministère des Finances

Préscolaire

PNDSE II : Développer un enseignement préscolaire public et communautaire accessible aux groupes défavorisés en milieu urbain et rural

13% des enfants de 3-5 ans préscolarisés en 2020 contre 9% en 2014

- Doublement des effectifs scolarisés dans le communautaire entre 2014 et 2018 :

  9000 ➡ 17 500 élèves ;

  Subvention de l'Etat allouée pour le fonctionnement du communautaire dès 2018

- Doublement des effectifs scolarisés au public entre 2014 et 2018

  1 000 ➡ 2 00 élèves ;

  Augmentation de la dépense courante publique par élève (+ 40% en valeur réelle)

- Subvention dès 2018 pour 5% d'enfants du privé (les défavorisés de zone urbaine n'ayant pas d'offre publique près de chez eux)

Préscolaire

PNDSE II : Développer un enseignement préscolaire public et communautaire accessible aux groupes défavorisés en milieu urbain et rural

- Formation de toutes les monitrices au centre de formation pour la petite enfance
- 16 salles de classes équipées à construire l'enseignement public entre 2016 et 2018
- Equipement des écoles communautaires en tables-bancs et en matériels ludiques

Alphabétisation

PNDSE II : Intensifier la lutte contre l'analphabétisme à travers des programmes d'alphabétisation fonctionnelle et de post-alphabétisation

- Nombre d'apprenants multipliés par 4 entre 2014 et 2018 :

  7 500 ⇨ 30 000

- Dépense courante publique par apprenant multipliée par 1,7 en valeur réelle dès 2017

Enseignement originel

PNDSE II : Promouvoir l'enseignement originel et renforcer sa contribution à l'éducation de base

- Dépenses courantes de l'enseignement originel multiplié par 4,5 entre 2014 et 2018

Fondamental

PNDSE II : Réaliser à l'horizon 2020 un achèvement universel de qualité au Fondamental, en favorisant l'accès des derniers groupes non-scolarisés et en assurant une rétention complète des enfants qui y accèdent (➔ Objectif devant être repoussé à 2025)

89% des enfants achèvent le fondamental à l'horizon 2020 (contre 71% en 2014)

- Amélioration des conditions au public entre 2014 et 2018 :

  Amélioration du ratio élèves/maître (42 ➡ 41) ;

  Réduction de la proportion d'enseignants contractuels (13% ➡ 12%) ;

  Augmentation de la dépense courante publique par élève (+4% en valeur réelle) ;

Fondamental

PNDSE II : Réaliser à l'horizon 2020 un achèvement universel de qualité au Fondamental, en favorisant l'accès des derniers groupes non-scolarisés et en assurant une rétention complète des enfants qui y accèdent (➔ Objectif devant être repoussé à 2025)

- Difficulté de limiter la progression du privé sur du court-terme entre 2014 et 2018

  15% des élèves scolarisés ⇨ 16,5% ;

  Mise en place d'une subvention pour 5% d'élèves défavorisés dès 2018

- Besoin d'environ 2 100 nouveaux enseignants au public sur la période 2016-2018

- Formation de tous les enseignants nouvellement recrutés dans les 4 ENI du pays

- Manuels pour tous les élèves et guides pour tous les enseignants du public et du privé

- Environ 970 salles de classes équipées à construire pour le public entre 2016 et 2018

Enseignement secondaire général 1er cycle

PNDSE II : Progresser vers l'achèvement universel du 1er cycle de l'enseignement secondaire et réduire les disparités entre genres ou liées au milieu et aux conditions socioéconomiques

Presque la moitié des enfants achèvent le collège à l'horizon 2020 (contre 1/3 en 2014) ;

Diminution progressive de la proportion de redoublants à l'horizon 2020 : 9% ➡ 7%

- Amélioration des conditions au public entre 2014 et 2018 :

  Amélioration du nombre d'élèves par section pédagogique (62 ➡ 56) ;

  Allocation en enseignants centrée sur le collège (rééquilibrage entre collège et lycée)

  ➔ Besoin de 1 200 nouveaux enseignants sur la période 2016-2018 ;

  Augmentation de la dépense courante publique par élève (+ 12% en valeur réelle)

- Maintien de l'offre d'enseignement privé entre 2014 et 2018 : 25% des élèves scolarisés

- Manuels pour tous les élèves et guides pour tous les enseignants du public et du privé

Enseignement secondaire général 2nd cycle

PNDSE II : Réguler l'évolution des effectifs du 2nd cycle de l'enseignement secondaire général dans la perspective d'une meilleure adéquation de la partie haute du système avec les besoins de l'économie

La moitié des élèves achevant le collège accède au lycée à l'horizon 2020 (contre 59% en 2014) ;

18% des enfants achèvent le lycée à l'horizon 2020 (contre 15% en 2014) ;

Diminution progressive de la proportion de redoublants à l'horizon 2020 : 13,5% ➡ 11,5%

- Amélioration des conditions au public entre 2014 et 2018 :

  Amélioration du nombre d'élèves par section pédagogique (50 ➡ 47) ;

  Amélioration du service moyen effectif des enseignants

  ➔ Réallocation d'enseignants du lycée vers le collège (rééquilibrage)

  ➔ Besoin de 170 nouveaux enseignants sur la période 2016-2018 ;

- Maintien de l'offre d'enseignement privé entre 2014 et 2018 : 25% d'élèves scolarisés au privé

- Manuels pour tous les élèves et guides pour tous les enseignants du public et du privé

Enseignement secondaire général

- Environ 770 salles de classes équipées à construire pour le public entre 2016 et 2018
- Environ 40 laboratoires équipés à construire pour le public entre 2016 et 2018

Formation technique et professionnelle

PNDSE II : Développer l'offre de formation technique et professionnelle et l'adapter aux spécificités de la demande sociale et à la diversité des besoins des secteurs formel et informel de l'économie

Augmentation de la proportion d'élèves orientés vers la formation professionnelle à la fin du fondamental, au cours ou en fin de collège et au cours du lycée, en lien avec le marché du travail

➔ 27% de la population cible en 2020 (contre 14% en 2014)

- Développement de l'offre publique de FTP « classique » entre 2014 et 2018 :

  Augmentation du nombre d'élèves : 5 300 élèves ⇨ 11 500 élèves ;

  Augmentation de la dépense courante publique moyenne par élève (+6% en valeur réelle)

Formation technique et professionnelle

PNDSE II : Développer l'offre de formation technique et professionnelle et l'adapter aux spécificités de la demande sociale et à la diversité des besoins des secteurs formel et informel de l'économie

- Développement de l'offre publique de FTP qualifiante de courte durée (formation de 3 à 6 mois) entre 2014 et 2018 :

  Mise en œuvre dès 2016 : 1250 élèves formés/an entre 2016 et 2018

  15% de la dépense supportée par les entreprises

- Environ 95 salles de classes équipées à construire pour le public entre 2016 et 2018

- Environ 120 ateliers équipés à construire pour le public entre 2016 et 2018

Enseignement supérieur et recherche scientifique

PNDSE II : Mettre en place une politique de développement maîtrisée et mesurée de l'enseignement supérieur et promouvoir la recherche scientifique

Accroissement maitrisée de la couverture de l'enseignement supérieur (hors ENS, CSET, Ecole Poly. et Mines) :

➔ 637 étudiants/100 000 hbts à l'horizon 2020 (613 en 2014)

➔ soit 27 000 étudiants en 2020 (22 250 en 2014) : 87% au public

- Amélioration des conditions de l'enseignement supérieur public entre 2014 et 2018 (hors ENS, CSET, Ecole Poly. et Mines) et orientation vers les filières porteuses sur le marché du travail :

  Augmentation réelle de la dépense courante publique par étudiant (entre 9 et 12%)

- Réduction du nombre d'étudiants à l'étranger bénéficiant d'une bourse entre 2014 et 2018 (-26%)

- ENS : 1 440 étudiants par an entre 2016 et 2018 (besoin de 720 nouveaux enseignants du secondaire par an)

Dépenses courantes anticipées par sous-secteur 2016 – 2018 (milliards UM)

	2016	2017	2018	Total
Enseignement préscolaire	0,4	0,4	0,9	**1,7**
Centre de formation de la petite enfance (CFPE)	0,2	0,2	0,5	**1,0**
Alphabétisation	0,6	1,0	1,2	**2,8**
Enseignement originel	0,5	0,6	0,8	**1,9**
Enseignement fondamental	28,5	29,5	30,5	**88,5**
Enseignement secondaire général 1er cycle	7,9	8,9	10,0	**26,8**
Enseignement secondaire général 2nd cycle	5,4	5,5	5,6	**16,5**
Formation technique et professionnelle (dont sup. tech : CSET et ETP)	4,5	5,3	6,2	**16,0**
ENI	1,1	1,3	1,3	**3,7**
ENS	2,1	2,1	2,1	**6,4**
Enseignement supérieur (hors ENS, CSET, ETP; Ecole Poly., Mines)	8,1	8,3	8,6	**25,0**
Dépenses courantes du secteur	**59,3**	**63,2**	**67,6**	**190,1**

Dépenses courantes d'éducation anticipées par Ministère 2016 – 2018 (milliards UM)

	2014	2016	2017	2018	**Total**
MEN	38,9	42,8	45,1	47,4	**135,4**
MASEF	0,3	0,6	0,7	1,4	**2,7**
MEFPTIC	2,7	4,4	5,3	6,2	**15,8**
MAIAEO	1,7	2,5	3,0	3,3	**8,8**
MESRS	7,2	9,0	9,2	9,4	**27,5**
TOTAL	**50,8**	**59,3**	**63,2**	**67,6**	**190,1**

Les ressources nationales anticipées allouées aux dépenses courantes d'éducation à l'horizon 2020

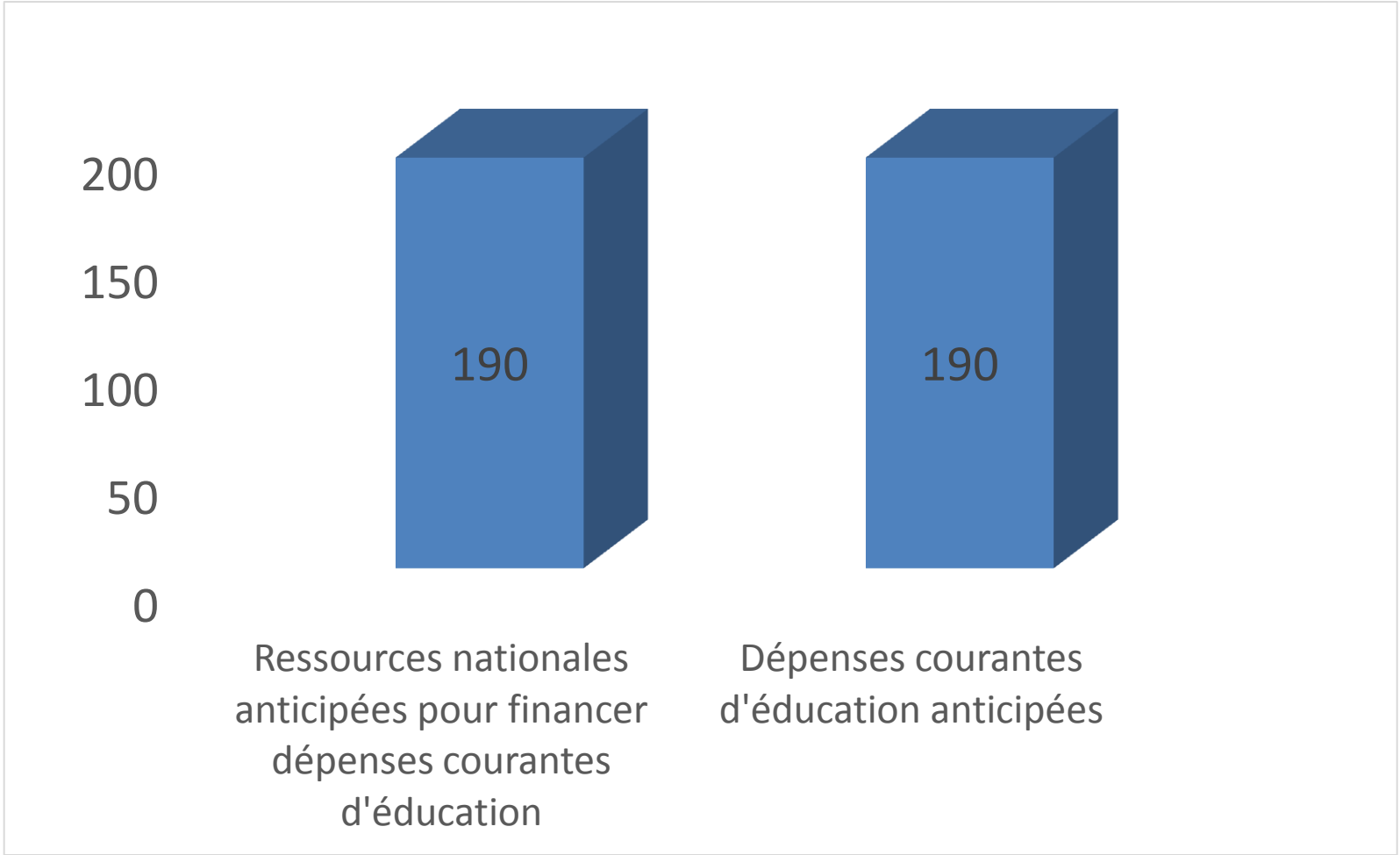
	Année de base	Horizon 2020
	2014	
Croissance économique réelle annuelle 2015-2020	6,4%	
Ressources Publiques Nationales en % du PIB	27,3%	32%
% des ressouces publiques nationales allouées au dépenses courantes de l'Etat	63,7%	59,4%
% dépenses courantes hors dette de l'Etat alloué à l'éducation	18,9%	20,0%
Total Ressources nationales pour dépenses courantes en éducation (millions UM)	**50 800**	**117 569**

Ressources nationales anticipées pour les dépenses courantes d'éducation 2016-2018

=

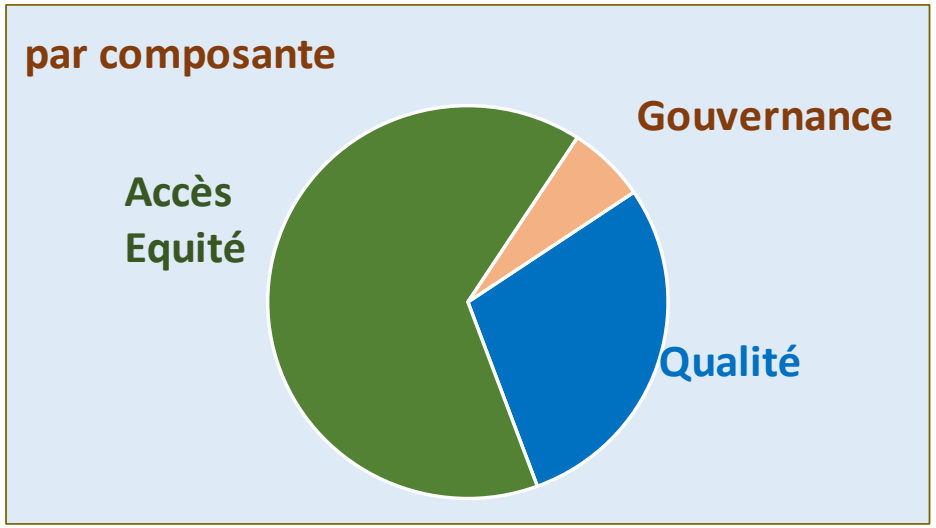
Dépenses courantes anticipées pour l'éducation 2016-2018

(en milliards UM)

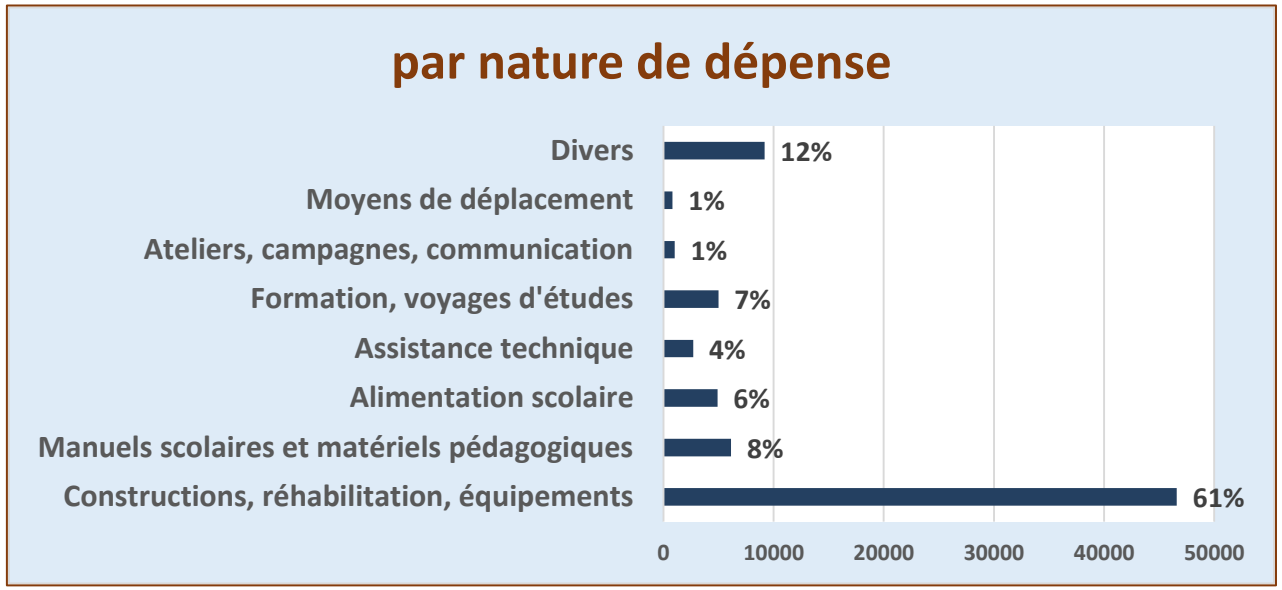


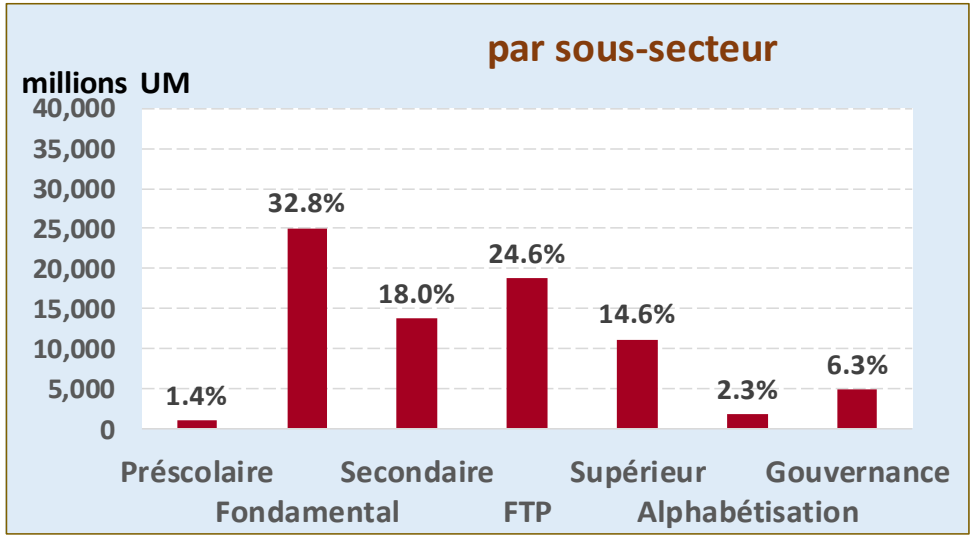
Les dépenses d'investissement – Plan d'actions 2016 - 2018

	2016	2017	2018	Total
millions d'UM	24 458	26 131	25 790	76 379
Millions US $	76.4	81.7	80.6	238.7



surtout des infrastructures et équipements





Financement des partenaires

Un financement potentiel de 34,9 milliards UM,

dont 29,1 déjà acquis ou programmés,

pouvant apporter 45% du coût total

	2016	2017	2018	Total
Programmé ou potentiel	**11 214**	**11 288**	**12 360**	**34 862**
GPE	963	1 104	**1 000**	3 067
UNICEF	770	**700**	**700**	2 170
UNESCO	14	**15**	**15**	44
UNFPA	14	**15**	**15**	44
PAM	895	1 829	1 910	4 633
KFW	1 080	1 080	1 080	3 240
AFD	1 803	1 200	1 200	4 203
FSD	1 748	1 748	2 926	6 421
IDA	1 576	1 576	**1 500**	4 652
BM	600	605	595	1 800
BAD	176	24	9	209
PNIDDLE	**565**	**455**	**473**	1 493
Agence Tadamoun	**972**	**900**	**900**	2 772
Entreprises	38	38	38	113

Le besoin de financement restant

	milliards Ouguiyas	millions US$
Coût total du Plan d'Action 2016-2018	76,4	239
Appui des Partenaires	34,9	109
Reste à financer	41,5	130

Un plan d'action qui ne pourra être financé qu'avec un effort plus important de l'Etat

Effort que l'Etat devrait faire sur son budget d'investissement alloué à l'éducation

	2014	2016	2017	2018	Total
Dépenses investissement de l'Etat (milliards UM)	120	110	121	132	363
Reste à financer PAT éducation (milliards UM)	2,0	13,3	14,8	13,4	41,5
en % des dépenses d'investissement de l'Etat	1,7%	12,0%	12,3%	10,2%	11,4%

Hypothèse de 6% BCI pour éducation (milliards UM)	6,6	7,3	7,9	21,8
Gap de financement (milliards UM)	6,6	7,6	5,5	19,7

Le plan d'actions nécessiterait que l'Etat alloue 11,4% de son budget d'investissement à l'éducation entre 2016 et 2018

Avec l'hypothèse d'un apport de 6% du BCI, le gap de financement serait encore de 19,7 milliards UM (environ 62 millions $ E.U.)

Arbitrages supplémentaires ?

Taille des activités	Nombre activités	Milliards UM	Activités
plus de 10 milliards UM	1	13,7	FTP: *Infrastructures*
de 4 à 10 milliards UM	4	24,1	Fondamental: *Infrastructures ; Cantines* Secondaire: *Infrastructures* Supérieur: *Achèvement du campus*
De 1 à 4 milliards UM	10	16,5	Fondamental: manuels; *équipement des classes*; équipement des écoles; *scolarisation des filles*; appui à l'enseignement privé; Secondaire: *Laboratoires;* génération revenus collèges ZEP; FTP: *Rénovation des équipements*; Supérieur: mise aux normes des centres de recherche; nouvelles constructions & équipements
De 0,5 à 1 milliard UM	10	7,3	
De 0,1 à 0,5 milliard UM	45	11,4	
Moins de 0, 1 milliard UM	114	3,4	
Total	184	76,4	

Italiques et souligné: activités en grande partie financées ; italiques : activités partiellement financées

Ministère des Affaires Economiques et du Développement
Ministère de l'Education Nationale
Ministère de l'Emploi, de la Formation Professionnelle, des Technologies de l'Information et de la Communication
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille
Ministère des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Originel
Ministère des finances

Merci de votre attention

16 octobre 2015

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Institut international de planification de l'éducation

Pôle de Dakar
ANALYSE SECTORIELLE EN EDUCATION